



L.K.P. KA DÉKLARÉ

PAWOL A SARKOZY – PAWOL MAKAKRI

- Encore plus d'état avec un "état local", plus d'intégration avec la reconnaissance hypocrite de la place de l'outremer dans le rayonnement international de la France,
- Encore plus d'administration avec des hauts commissaires et des sous-préfets en charge de dossiers spécifiques,
- Encore plus d'UMP avec un ministre « ultramarin » (*sé kon sa yo ka kriyé-nou alè*) promis chef de file aux prochaines élections régionales,
- Ce sont là les orientations de la nouvelle politique de l'Etat français en direction de ses colonies.

Pendant près d'une heure, le 6 novembre dernier, Sarkozy, Président de la France, livrait ainsi aux "ultrapériphériques" (*on dot non yo ka ban nou*) ses réponses à la crise politique à laquelle la France est confrontée dans ses colonies. Par les mesures annoncées, il fait mine d'exprimer sa défiance vis-à-vis des politiques de la France jusque là menées, décide la reprise en main des institutions et la mise sous contrôle des collectivités territoriales.

Il confirme ainsi la recentralisation des compétences et du pouvoir.

Sous couvert des conclusions de ses Etats Généraux, il décide d'un nouveau programme de gouvernance, d'administration et d'actions, qui met entre parenthèses, tant la décentralisation que la LODEOM et la classe politique locale.

Wi, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe, notre combat **Kont Pwofitasyon** a vraiment ébranlé **l'empire colonial français**. L'Etat français a fait semblant d'entendre mais comme il fallait s'y attendre, refuse de comprendre.

En réalité, le tour de magie de M. Sarkozy n'est autre qu'une opération visant à surfer sur notre révolte, notre contestation de l'ordre colonial pour régler les affaires internes de la France et consolider l'empire colonial autour de sa « Métropole ».

D'abord, il élève au rang de Ministre, de Conseils ou d'Experts, quelques « ultramarins ». Il les rassemble ensuite dans les « Etats Généraux », puis leur donne mandat pour conduire, suivre et exécuter tels les anciens administrateurs coloniaux, sa politique coloniale. Il prend le contrôle politique des institutions en agissant immédiatement par une intervention autoritaire dans leur domaine de compétences et en leur confiant à terme, à l'occasion de la révision des institutions, moins qu'une autonomie, un degré d'autonomie qu'il aura préalablement décidé. Enfin, il entend "rassurer" le Peuple en lui assurant protection contre les « aventuriers, partisans de l'Indépendance », à qui il promet **boutou é gayak** en cas de franchissement de la ligne rouge qu'il a lui même tracée.

SARKOZY confirme la vision colonialiste de la France vis-à-vis des pays en sa possession, notamment en prévoyant la diffusion de la culture française à travers le Monde, et en imposant dès trois ans la scolarisation obligatoire en Français, annihilant à jamais toute maturation

mentale et culturelle basée sur la langue maternelle, la culture et l'environnement propres. Il se pose en chef d'un Etat souverain transcontinental par la Francophonie et l'organisation de Conférences Internationales dans chaque zone.

Sarkozy élimine à travers les Gillot, Lurel et l'Association des maires toutes prétentions d'encrage au niveau local de programmes de développement économique, de plans de relance ; et singulièrement dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la formation, du transport, de la solidarité et de la protection sociale, du traitement de l'eau et de l'élimination des déchets, etc...

Sarkozy conforte et garantit le marché de la Pwofitasyon aux patrons ***pwofitan***, notamment de l'hôtellerie et de l'import distribution. Il confirme que la loi c'est le marché et tant pis pour les Travailleurs.

Sarkozy invalide les chambres consulaires (CCI, chambre d'agriculture, chambre des métiers) en les coiffant d'instituts spécialisés dans leurs domaines de compétences.

Et Sarkozy régent le tout avec un Préfet surpuissant, capable de modeler l'administration préfectorale au gré des configurations locales. Préfet d'ailleurs assisté de cadres de l'administration « ultramarins », de conseillers, de sous-préfets, de commissaires, d'auditeurs et de chargés de mission dans tous les domaines.

Selon Sarkozy, son plan s'inspire des demandes exprimées par nos mandataires et nos élus aux « états généraux », mais son plan est en fait la version Guadeloupe de la politique Africaine de la France en Afrique. S'il reprend maintenant la main, c'est parce que ni l'Etat, ni les institutions de l'Etat, ni la "représentation politique républicaine locale" n'ont été en mesure de prévoir la crise et de la gérer.

Ainsi, en moins de temps qu'il n'a fallu à nos élus, qui eux réclament 18 mois (***pou fè ki biten***), il se fixe une feuille de route qui, évidemment, doit conduire l'UMP à la tête de la Région et lui ensuite à un nouveau mandat présidentiel et enfin à la révision des institutions de la France (en Assemblée Unique) en 2014.

Il n'est pas étonnant que la classe politique et les patrons aient applaudi. Chacun, en ce qui le concerne a pu reconnaître les avantages qu'il pourrait tirer de cette « nouvelle politique », de ce nouveau « cycle historique », de cette « relation rénovée » entre les Colonies et la Métropole. Nouvelle politique qui à coup sûr, devrait s'avérer plus forte que la LOOM, la LODEOM, la STRACOM réunies. ***Blag a Mas – On pil la fimé.***

Voilà donc les réponses à nos revendications :

- Pas une mesure visant à combattre le chômage et la précarité, comme celle revendiquée par le LKP, d'obliger les entreprises qui bénéficient d'aides publiques, d'exonération de charges sociales et fiscales de recruter durablement des chômeurs guadeloupéens,
- Pas une mesure prévoyant un dispositif de formation permettant à nos jeunes d'être employés et payés à leur juste niveau,
- Pas une mesure prenant en compte la détresse des personnes âgées et des personnes handicapées,
- Pas une mesure organisant définitivement la baisse des prix de produits et des prix du carburant et l'arrêt de la pwofitasyon.

- Pas une mesure de protection définitive de nos terres agricoles, comme celle revendiquée par le LKP d'installation de ZAP (Zone Agricole Protégée), contre les spéculations et la pollution.
- Pas une mesure décidant la révision des programmes scolaires qui permettrait à nos jeunes d'accéder à des diplômes et compétences débouchant sur des emplois durables.
- Pas une mesure organisant et protégeant de vrais espaces économiques, financiers et techniques en faveur des entrepreneurs guadeloupéens.

En clair, rien de tout ceci ne concerne nos revendications, nos préoccupations, notre forte détermination à transformer *Pou Bon* notre situation.

Pon disou pa pèd, nou péké fè dèyè, nou péké kontinyé fè labou pou gwo bèf

Camarades, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe,

An liyannaj, nous avons commencé à entrevoir, à penser, à élaborer notre vision de notre Guadeloupe, ***jòdijou é pou dèmen***. Nous avons, en ***mouvman*** et en ***konsyans*** réussi à nous ***sanblé*** et avons fait triompher l'idée d'un pays possible, d'une société débarrassée de la ***Pwofitasyon kolonyalis é kapitalis***, riche de sa culture et de ses origines, ***chouké*** dans son espace naturel et son environnement caribéen.

Un pays, une société pouvant disposer désormais de tous ses atouts pour nourrir, éduquer, soigner et élever tous ses enfants. Ces nouveaux possibles ne peuvent être ni compris, ni acceptés, ni soutenus par la puissance coloniale et ses représentants locaux (parmi lesquels, certains élus ou patrons)...***LKP démaské yo !!***

Nous l'avons dit, répondre au Peuple, aux Travailleurs et au LKP par des vraies décisions consisterait à l'évidence à *déchouké* le système colonial, à s'opposer aux privilèges et à la toute puissance du lobby béké et des importateurs distributeurs, fabricants de *pwofitasyon*. *Sarkozy pé pa monté wotè la sa. I ka woulé pou lé gro.*

Le développement que nous réclamons, et non pas "le développement endogène" projeté, ne peut être obtenu par la seule révision des compétences, de l'organisation et des effectifs de l'administration, mais par une volonté politique nécessairement révolutionnaire.

LKP ka konstaté :

- 1)** Alors que les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe réclament le respect de leurs droits et des libertés fondamentales, presque un an plus tard, l'Etat français répond par la récupération des mécontentements pour asseoir sa politique coloniale et donne aux représentants de son parti les commandes des institutions.
- 2)** ***Patron ka lisansyé travayé, militan é dirijan a LKP*** du fait de leur engagement dans la lutte.
- 3)** Moins de 30.000 salariés sur les 50.000 prévus, ont perçu les 200 € net d'augmentation de salaire de l'Accord Jacques BINO
- 4)** les ***Pwofitan*** continuent de vendre leurs marchandises à des prix exagérés sans aucun contrôle, ni aucune sanction.

L.K.P.

- Dénonce les positions et orientations de l'Etat français arrêtées par Sarkozy le 06 novembre.
- Confirme que l'expérience de *liyannaj* des luttes et des organisations constitutives du LKP, expériences constamment validées dans les entreprises, les *liyannaj a pawol* et les meetings sont des *zouti* fondamentaux et volontairement stratégiques que ni l'intimidation, ni la répression, ni les échéances politiciennes ne sauront faire taire.
- Réaffirme que quand la légitimité des urnes n'a pas été en capacité de traiter des affaires des larges masses par pure légèreté et cécité politique, on ne peut interdire à la légitimité de la rue de s'exprimer,

Annou kontinyé vansé si yo - Annou pwan mo onfwa-onfwa

SAMEDI 14 NOVEMBRE A 8 H :

Préfecture de Basse Terre pour soutenir notre délégation en discussion avec Man Pancha ouben Penchard pour le respect de l'Accord Bino et de l'Accord du 4 mars.

An nou sanblé

MERCREDI 18 NOVEMBRE 2009 :

Moman bokantaj avè la jènès – 14 h - Salle SONIS - Zabim

• TOUS AUX MEETINGS A 19 h

- ***MARDI 17 NOVEMBRE – ST FRANÇOIS (PLACE DU MARCHE)***
- ***VENDREDI 20 NOVEMBRE - BASSE TERRE (DOUVAN LA POS)***
- ***LUNDI 23 NOVEMBRE - LAPWENT (BIK LA)***

“ LA GWADLOUP SE TAN NOU ! ”